

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1848 — 1849.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 13.

M. JULLIOT, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|---|--|---|
| 1. | 4591. | Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mars 1849,

Le sieur Perignon demande une loi qui permette l'établissement d'une société anonyme pour l'achat de produits du pays et de propriétés immobilières en Belgique, et leur partage entre les actionnaires, au moyen de tirages au sort. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 2. | 4636. | Par pétition datée de Lierre, le 17 mars 1849,

Plusieurs habitants de Bar-le-Duc, Hoogstraeten, Oostmalle et Lierre demandent que les convois de chevaux venant de l'Allemagne puissent transiter de Bar-le-Duc à Oostmalle, par le bureau de vérification d'Hoogstraeten. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances. |
| M. CUMONT, 2 ^m e rapporteur. | | |
| 3. | 4677. | Par pétition datée de Lierre, en avril 1849,

Quelques habitants de Lierre demandent la suppression de la cantine à l'école des enfants de troupe établie dans cette ville. — Concl. — Ordre du jour. |
| 4. | 4642. | Par pétition datée de Courtrai, le 3 avril 1849,

La chambre de commerce et des fabriques de Courtrai demande des mesures qui assurent la liberté du hal- |

lage sur les bords de la Lys, la restauration des quais qui bordent cette rivière dans la ville de Courtrai, la construction d'une écluse à sas à Vyve-St-Éloy, la réduction des droits des écluses de la Lys et leur perception d'après la contenance réelle des navires; et se plaint de ce que des agents du Gouvernement menacent de mettre à exécution un arrêté de 1829, qui fixe le tirant d'eau. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

5. 4652. Par pétition datée de Bruxelles, en avril 1849,
Le sieur Barthel demande la réforme électorale et la révision de la Constitution. — Concl. — Ordre du jour.
6. 4678. Par pétition datée de Bierbeek, le 22 avril 1849,
Plusieurs habitants du hameau de Haesrode, commune de Bierbeek, demandent que ce hameau soit érigé en commune séparée de Bierbeek. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
7. 4682. Par pétition datée de Fauvillers, le 24 avril 1849,
Le sieur Reding, notaire à Fauvillers, demande une loi qui fixe la dépendance judiciaire du hameau de Parette, commune d'Attert. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
8. 4662. Par pétition datée de Péruwelz, le 20 avril 1849,
Plusieurs négociants et marchands à Péruwelz demandent une modification à l'art. 55 de la loi du 4 avril 1843 sur les sucres, concernant les formalités à observer pour le transport des sucres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
9. 4686. Par pétition datée de Hamerenne, le 22 avril 1849.
Des habitants de la section de Hamerenne, dépendante de Rochefort, demandent que la durée de la jouissance des biens communaux incultes qu'ils ont partagés soit fixée à 30 années. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. VAN CLEEMPUTTE, 3^e rapporteur.

10. 4586. Par pétition datée d'Elseghem, le 10 mars 1849,
Le sieur Lamon, ancien soldat, prie la Chambre de lui accorder la pension de retraite pour laquelle il aurait été proposé en 1814, ainsi que les arriérés de cette pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

11. 4577. Par pétition datée de Mons, le 8 mars 1849,
Le sieur Vindevogel réclame contre des récompenses qui ont été décernées à l'occasion de l'exposition des produits agricoles. — Concl. — Ordre du jour.
12. 4579. Par pétition datée de Steenkerke, le 7 mars 1849,
Le sieur Devos réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils Emmanuel soit exempté du service militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications.
13. 4582. Par pétition datée de Wondelgem, le 4 mars 1849,
Le sieur Vanderhaegen demande qu'il soit interdit à un avocat, près la Cour d'appel de Gand, d'exercer sa profession aussi longtemps qu'il ne lui aura pas payé une somme de 2,000 francs. — Concl. — Ordre du jour.
14. 4584. Par pétition datée de Braine-Lalleud, le 31 décembre 1848,
Plusieurs commerçants à Braine-Lalleud demandent qu'il soit interdit au receveur des contributions directes, établi en cette commune, de faire le commerce. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
15. 4583. Par pétition datée de Schelle, en mars 1849,
Plusieurs habitants de la commune de Schelle présentent des observations contre la demande tendant à faire supprimer le service des bateaux à vapeur exploité par l'État, entre Anvers et Tamise. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
- M. JACQUES, 4^{me} rapporteur.
16. 4742. Par pétition datée de Liège, le 26 mai 1849,
Le sieur Perignon, ouvrier cartonier à Liège, demande à être exempté du service de la garde civique. — Concl. — Ordre du jour.
17. 4743. Par pétition datée d'Achel, le 24 mai 1849,
Le conseil communal d'Achel réclame l'intervention de la Chambre pour que le bureau des douanes, établi dans cette commune, soit maintenu. — Concl. — Ordre du jour.
18. 3828. Par pétition datée de Gand, le 25 mai 1849,
Le sieur Hebbelynck, ancien greffier de la justice de paix du canton de Nazareth, prie la Chambre de lui accorder une pension ou un secours. — Concl. — Ordre du jour.

19. 4723. Par pétition datée de Carnières, le 13 mai 1849,
Les membres du conseil communal et plusieurs habitants de Carnières demandent qu'il n'y ait qu'une seule classe de notaires, qu'ils puissent exercer dans toute l'étendue de leur arrondissement judiciaire, ou au moins dans les cantons contigus à celui de leur résidence. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
20. 4716. Par pétition datée de Thielt, le 14 mai 1849,
Le sieur Houtteman, instituteur à Thielt, demande une indemnité du chef des pertes qu'il a subies en 1814, ou une pension pour ses services dans l'enseignement primaire. — Concl. — Ordre du jour.
21. 4736. Par pétition datée de Liège, le 23 mai 1849,
Le sieur Bonhomme, ancien conducteur des ponts et chaussées à Liège, réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement fasse régulariser sa position. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
22. 4722. Par pétition sans date,
Le sieur Namèche, membre du conseil communal de Namur, prie la Chambre d'annuler la délibération du conseil communal, en date du 22 janvier dernier, qui approuve un contrat intervenu entre l'administration des hospices civils de Namur et l'institut des Frères de la doctrine chrétienne. — Concl. — Ordre du jour.
23. 4725. Par pétition datée d'Aerschot, le 16 mai 1849,
Quelques couteliers à Aerschot demandent une réduction sur l'impôt-patente des fabricants de couteaux communs. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
24. 4719. Par pétition datée de Ste-Marguerite, en mai 1849,
Plusieurs habitants de Ste-Marguerite, arrondissement d'Eecloo, et des communes hollandaises de St-Kruis, Oostburg, Waterlandkerkske et Yzendyke, demandent le maintien du bureau des douanes établi à Ste-Marguerite. — Concl. — Ordre du jour.
25. 4710. Par pétition datée de Straimont, le 9 mai 1849,
Le conseil communal de Straimont prie la Chambre d'ordonner le versement dans la caisse de cette commune des impositions sur les propriétés de l'État, pour la réparation des chemins vicinaux en 1846, 1847 et 1848. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances, avec demande d'explications.

26. 4711. Par pétition datée de Straimont, le 9 mai 1849,
Le conseil communal de Straimont demande l'annulation d'une décision de la députation permanente du conseil provincial du Luxembourg, en date du 22 octobre 1845, qui accorde à quelques sections des communes d'Izel et de Lacuisine des droits à la propriété boisée dite *le Hât*. — Concl. — Ordre du jour.
27. 4697. Par pétition datée d'Ortho, le 1^{er} mai 1849,
Quelques habitants à Ortho demandent que le dépôt de chaux à Champlon soit mis en activité, ou qu'il leur soit accordé une indemnité du chef du transport de cet engrais. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
28. 4699. Par pétition datée de Louvain, le 4 mai 1849,
Le sieur Fontaine réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la liquidation de diverses rentes constituées à la charge des États de Brabant et autres établissements supprimés par le Gouvernement français. — Concl. — Ordre du jour.
- M. VERMEIRE, 5^{me} rapporteur.
29. 1355. Par pétition datée de Bruxelles, le 20 février 1845,
Le sieur Bartilla réclame le paiement d'une somme de 140,000 francs, à laquelle il prétend avoir droit du chef de services rendus au Gouvernement. — Concl. — Ordre du jour.
30. 4741. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 mai 1849,
Plusieurs savants et industriels demandent une nouvelle législation sur les brevets d'invention. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
31. 4734. Par pétition datée de Marche, le 20 mai 1849,
Plusieurs négociants à Marche demandent qu'il soit interdit aux fonctionnaires publics de faire le commerce. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
32. 4002. Par pétition datée de Comblain-au-Pont, le 5 mars 1849,
Le sieur Gillard prie la Chambre de faire obtenir au sergent Stevens l'autorisation de contracter mariage avec sa fille Marie. — Concl. — Ordre du jour.

33. 3762. Par pétition datée de Santbergen, le 14 mai 1848,
Le sieur Dauw prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à faire annuler un procès-verbal de contravention dressé à sa charge par les employés des accises. — Concl. — Ordre du jour.
34. 4555. Par pétition datée de Mons, le 4 février 1849,
Plusieurs pharmaciens dans le Hainaut demandent l'institution d'un jury d'examen pour la pharmacie et l'organisation de l'enseignement pharmaceutique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
35. 4717. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 mai 1849,
Plusieurs inventeurs brevetés demandent que la concession des brevets soit facilitée en attendant une nouvelle loi sur cette matière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
36. 4552. Par pétition datée de Louvain, le 14 février 1849,
4546. Plusieurs membres de la garde civique de Louvain demandent que la garde civique soit divisée en deux bans, et que le premier ban, composé de jeunes gens et de veufs sans enfants de 21 à 36 ans, soit, en temps de paix, seul astreint aux obligations imposées par la loi sur la garde civique.
Plusieurs membres de la garde civique de Wavre demandent que le service actif, en temps de paix, soit fait par les célibataires ou veufs sans enfants, de 21 à 35 ans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

